



**Monsieur Benoît LOUTREL**

Directeur Général Adjoint

ARCEP

7, square Max Hymans

75 730 Paris Cedex 15

Paris la Défense, le 21 janvier 2010

Réf. DREEE/DL/10-005

**Objet : Réponse à la consultation publique portant la spécification des obligations de comptabilisation et de restitution des coûts et revenus imposées aux opérateurs mobiles français.**

Monsieur le Directeur Général Adjoint,

Dans les considérants de ses dernières décisions relatives à l'encadrement tarifaire de la terminaison d'appel mobile, l'ARCEP envisage une transition du coût complet vers le coût incrémental. Si une telle transition devait être opérée, il serait alors indispensable de disposer de ces deux références de coûts dans le modèle comptable en top-down. A cet effet, nous vous soumettons dans le document joint en annexe, les grands principes qui pourraient être utilisés pour élaborer un modèle comptable en coût incrémental.

En outre, la révision des obligations devrait être l'occasion de revenir sur certaines règles d'allocations utilisées par le passé au profit de règles symétriques et équilibrées pour le calcul du coût complet. Vous trouverez en annexe nos commentaires sur certains points précis du projet de décision.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général Adjoint, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



**Arnaud LUCAUSSY**

Directeur de la Réglementation et  
des Etudes Economiques

PJ : - Annexe 1 : Commentaires de SFR sur la spécification des obligations de comptabilisation et de restitution des coûts et des revenus.

- Annexe 2 : Calcul du coût incrémental dans le modèle comptable



## **Annexe 1 : Commentaires de SFR sur la spécification des obligations de comptabilisation et de restitution des coûts et des revenus**

---

### **1. Engagement sur la validité des restitutions**

Nous ne comprenons pas l'objet des nouvelles dispositions qui exigent une lettre d'un mandataire social afin d'attester que les documents transmis sont conformes à la réalité et sans omissions de nature à en altérer la portée.

Cette disposition alourdit le processus de validation et semble disproportionnée puisqu'une obligation d'audit est déjà prévue. En effet, il est d'usage que la véracité de documents soit attestée par un tiers habilité et non par le rédacteur lui-même.

Nous nous permettons de rappeler que l'audit des comptes 2006, 2007 et 2008 n'a donné lieu qu'à des modifications très mineures, ce qui démontre bien le soin que nous avons apporté à la préparation de ces comptes. En tout état de cause, l'arsenal juridique en place est suffisant pour dissuader de produire des documents qui ne seraient pas conformes à la réalité (articles 441-1 et suivants du code pénal)

### **2. Fiabilité des comptes IFRS**

Selon le projet de lignes directrices, il serait nécessaire d'assurer la fiabilité des comptes IFRS utilisés pour la restitution des coûts en auditant le passage des comptes sociaux attestés par les CAC aux comptes en IFRS.

Cependant, les comptes IFRS sont eux aussi examinés par les CAC vu que les IFRS sont les normes utilisées pour produire les comptes consolidés, eux-mêmes certifiés par les CAC. Cette nouvelle exigence remet en question ce dont l'ARCEP avait convenu : éviter que les mêmes comptes soient audités deux fois. Cette disposition devrait donc être retirée de la décision.

### **3. Allocation des coûts**

La révision des obligations devrait être l'occasion de revenir sur certaines règles d'allocations utilisées par le passé au profit de règles symétriques et équilibrées. Les points ci-dessous devraient notamment être pris en compte :





Le traitement de la licence 2G tel qu'il est exposé dans le document mis en consultation méconnaît la nature des obligations. Selon le projet de décision, « *La forme que prennent les flux correspondants au paiement de la part fixe de la licence 2G s'assimile à celle des flux de dépenses d'exploitation. Il semble dès lors logique de ne pas inclure la licence 2G dans l'assiette de rémunération du capital* ». Cette conclusion est erronée car il s'agit en fait d'une obligation ferme de paiement à des dates prédéterminées, ce qui est en tout point équivalent à un flux de paiement d'une dette et doit donc être valorisé comme tel. L'ARCEP considère cette approche comme trop complexe pour être mise en œuvre alors qu'elle est extrêmement simple et que nous pouvons bien sûr mettre à disposition de l'ARCEP la feuille de calcul correspondante.

Des principes sans fondements des lignes directrices précédentes ont été reconduits, notamment la dérogation aux règles IFRS pour le calcul du coût de la licence 3G et une application asymétrique des avances de trésoreries qui conduit à diminuer les coûts lorsque SFR en bénéficie mais à ne pas les augmenter quand SFR en fait bénéficier ses propres clients qui lui achètent de la TA. Des coûts tels que les cartes SIM et les consultations de la VMS devraient être réintégrés dans le périmètre des coûts allouables à l'entrant.

En outre, les nouvelles lignes directrices ne devraient pas faire l'objet de révisions opportunistes. Jusqu'aux comptes 2006, SFR allouait les coûts communs entre la 2G et la 3G selon une clef volume. L'ARCEP avait invalidé cette règle et imposé une clef au nombre de sites pour les comptes 2007 et 2008, ce qui avait pour effet de diminuer les coûts de terminaison d'appel restitués sur ces années-là. On ne peut que s'étonner que dans ses nouvelles spécifications en p.60, l'ARCEP considère que les opérateurs doivent maintenant revenir à une clef volumétrique.

#### **4. Feuilles de restitution**

Il serait nécessaire de séparer le cœur de réseau en deux macro-éléments pour le cœur TDM et le cœur IP. Il est en effet impossible d'utiliser les mêmes facteurs de routage pour ces deux technologies.

Le taux de progrès technique tel que demandé par la chronique des investissements n'est pas suivi et ne peut être renseigné.

#### **5. Taxe Professionnelle**

L'ARCEP invite dans sa consultation les opérateurs à lui faire part de leurs commentaires quant à la manière dont la taxe remplaçant la taxe professionnelle devrait être prise en compte dans la comptabilité réglementaire.

La loi de finances 2010 prévoit plusieurs taxes qui pourraient être allouées comme suit à partir de 2010 :

- L'impôt forfaitaire (1 530 € par station radioélectrique) devrait être naturellement ajouté au coût des équipements radio.



- La CLA (cotisation locale d'activité) basée sur la valeur locative des immeubles pourrait être segmentée entre locaux administratifs et locaux techniques et la partie technique pourrait elle-même, à partir d'une clef à déterminer, être ventilée entre sites radio et sites cœurs de réseau.
- La CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée de l'entreprise) pourrait être allouée au prorata de la valeur ajoutée des différentes prestations. Etant donné que les revenus et les coûts d'exploitations déductibles à partir desquels est calculée la taxe sont déjà segmentés dans le modèle entre les différentes activités, il est possible de retrouver la part de taxe sur la valeur ajoutée qu'il convient d'allouer aux coûts des prestations.
- Les modalités de la taxe destinée aux chambres de commerce à partir de 2011 ne sont pas encore connues. A ce titre, SFR ne peut proposer de recommandations.



## Annexe 2 : Calcul du coût incrémental dans le modèle comptable

---

Des principes généraux permettant de calculer une référence de coût incrémental à partir de données comptables sont décrits ci-dessous. Le calcul du coût incrémental avec un modèle théorique pourrait alors être réconcilié avec le calcul du coût incrémental dans le modèle comptable et les écarts expliqués.

Une donnée cruciale pour le calcul du coût incrémental est la répartition des coûts entre coût de couverture (non sensibles au trafic) et coûts de capacité directement induits par les volumes de trafic. Or, les bases des immobilisations de SFR identifient séparément les coûts de couverture et de capacité<sup>1</sup>.

Il serait donc possible de créer dans la séparation comptable un nouveau compte « compte de couverture » qui serait ajouté aux comptes voix, SMS et bouclage déjà prévus par la séparation comptable. Ce compte inclurait :

- Les coûts d'investissements en couverture radio.
- Les OPEX correspondant à la partie couverture radio, qui seraient déterminés à partir de l'ensemble des OPEX radio et liaisons capillaire à selon une ventilation entre couverture et capacité (par exemple au prorata des investissements ou des valeurs brutes).
- Une quote-part des taxes (tels que la TP jusqu'en 2009).

Une fois ces coûts de capacité identifiés dans leur propre compte, les règles déjà existantes peuvent être appliquées en l'état pour déterminer le coût incrémental de réseau (coût technique) des prestations dont la voix entrante :

- La partie commutation et transmission cœur de réseau est en effet dimensionnée directement selon la capacité à fournir. Avec la convergence des réseaux voix et data sur des architecture de type R4/MPLS, le réseau est dimensionné au trafic en Mbps et les coûts sont directement fonction des volumes des différentes prestations. Les facteurs de routage reflètent donc bien le coût de capacité des différents services.
- Lors de l'attribution de la 4<sup>ème</sup> licence l'ARCEP a jugé raisonnable de supposer un coût linéaire au Mhz. Par cohérence, le coût des licences devrait en conséquence être alloué en fonction de la quantité de trafic.
- L'ARCEP reconnaît dans son projet de décision que les coûts de joignabilité résultent uniquement du trafic entrant. Pour des raisons de non-discrimination entre l'entrant on-net et l'entrant off-net, il convient donc de répartir équitablement les coûts entre ces deux prestations.
- Dans une approche incrémentale, les coûts de dépôts et de consultation de messages sur la VMS sont à recouvrer sur le trafic entrant (puisque ces derniers sont inexistant s'il n'y a pas de trafic entrant) et pour les mêmes raisons de non-discrimination doivent être réparties entre l'entrant on-net et l'entrant off-net.

---

<sup>1</sup>En effet, les investissements radio (infrastructure et équipement télécom) sont enregistrés en investissement de couverture lorsqu'un nouveau site est déployé dans un emplacement sur lequel il n'y avait auparavant pas de couverture. Lorsque des investissements sont faits sur une zone déjà couverte, les investissements sont enregistrés comme investissements de capacité. Les investissements de capacité peuvent être soit des investissements dans des nouveaux sites soit des investissements sur des sites existants. Cette distinction entre couverture et capacité est appliquée tant pour la 2G que pour la 3G.